

1983, chapitre 76

LOI CONCERNANT LE VILLAGE DE SAINT-SAUVEUR-DES-MONTS, LA PAROISSE DE SAINT-SAUVEUR ET LA MUNICIPALITÉ DE PIEDMONT

Projet de loi 241

présenté par M. Robert Dean

Première lecture le 1^{er} décembre 1983

Deuxième lecture le 21 décembre 1983

Troisième lecture le 21 décembre 1983

Sanctionné le 22 décembre 1983

Entrée en vigueur: le 22 décembre 1983

Loi modifiée:

Code municipal



CHAPITRE 76

Loi concernant le village de Saint-Sauveur-des-Monts, la paroisse de Saint-Sauveur et la municipalité de Piedmont

[Sanctionnée le 22 décembre 1983]

Préambule ATTENDU que le village de Saint-Sauveur-des-Monts a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Interprétation **1.** Dans la présente loi on entend par:

« village » 1° « village »: le village de Saint-Sauveur-des-Monts;

« paroisse » 2° « paroisse »: la paroisse de Saint-Sauveur;

« Commission » 3° « Commission »: la Commission municipale du Québec.

Contribution Aux fins des articles 2 et 3 on entend par contribution financière l'indemnité annuelle due pour l'immobilisation, l'exploitation et l'opération du service d'égout et pour le coût du financement assumé par le village au bénéfice de la paroisse, y compris les pertes subies, pour les exercices financiers de 1971 jusqu'à 1984.

Entente **2.** Le village et la paroisse peuvent, par règlement, autoriser la conclusion d'une entente relative à la contribution financière de cette dernière pour le service d'égout qui lui a été fourni par le village pour les exercices financiers de 1971 jusqu'à 1984.

Demande de fixation de contribution Ces municipalités peuvent dans cette entente convenir de faire établir tout ou partie de cette contribution financière par la Commission. Cette entente ne requiert que l'approbation de la Commission.

Contribution établie par la Commission **3.** À défaut d'une entente conclue en vertu de l'article 2, sur demande du village ou de la paroisse, la Commission établit le montant de la contribution financière de la paroisse. Celle-ci porte intérêt à

compter du 31 décembre de l'exercice financier au cours duquel elle aurait dû être payée au taux fixé par la paroisse en vertu de l'article 687 du Code municipal et en vigueur à cette date, à moins que la Commission ne fixe un autre taux.

Règles de
partage

Dans sa décision, la Commission doit respecter les règles de partage et, le cas échéant, les coûts établis par l'ordonnance numéro 54 rendue le 5 mars 1976 par le directeur des services de protection de l'environnement.

Dépenses
encourues

En outre, la Commission peut ordonner à la paroisse de payer au village tout montant qu'elle estime équitable pour couvrir les dépenses encourues en vue d'établir et de percevoir cette contribution financière, compte tenu, le cas échéant, des dépenses encourues par la paroisse elle-même à cet égard.

Dispositions
applicables

4. L'article 950 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) s'applique à toute décision rendue par la Commission en vertu des articles 2 ou 3.

Emprunt

5. La paroisse peut, par règlement qui ne requiert que l'approbation du ministre des Affaires municipales et de la Commission, emprunter les sommes nécessaires pour pourvoir au paiement de la contribution financière établie en vertu de l'article 2 ou 3 et la taxe spéciale pour rembourser cet emprunt est imposée en vertu de l'article 684a du Code municipal.

Compensa-
tion annuelle

Ce règlement peut décréter l'imposition d'une compensation annuelle au propriétaire, locataire ou occupant de chaque maison, magasin ou autre bâtiment desservi par le service d'égout visé à la présente loi. Le montant de cette compensation peut varier selon les catégories et les secteurs qui y sont déterminés.

Compensa-
tion annuelle

Ce règlement peut également décréter l'imposition d'une compensation annuelle au propriétaire ou occupant d'une roulotte, au sens de l'article 231 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) pour le service d'égout visé à la présente loi et dont ils bénéficient.

Rembourse-
ment de
l'emprunt

La compensation visée aux deuxième et troisième alinéas doit être affectée au remboursement de l'emprunt visé au premier alinéa et le prélèvement de la taxe spéciale est réduit en conséquence.

Dispositions
applicables

Le paragraphe 3a de l'article 408 et les articles 408b et 408c du Code municipal s'appliquent, en les adaptant, à la compensation visée au deuxième alinéa.

Prix proposé

6. 1. Le village soumet, avant le 15 novembre de chaque année, le prix proposé pour la fourniture de l'eau ou pour le service d'égout pour l'exercice financier subséquent à la paroisse et à la corporation

municipale de Piedmont qu'il dessert. Ce prix doit être accompagné d'une estimation de leur contribution financière. À défaut, le prix pour l'exercice financier courant s'applique à l'exercice subséquent.

Demande de
fixation à la
Commission

2. À défaut d'acceptation du prix soumis, le village ou chaque municipalité qu'il dessert peut s'adresser, avant le 15 décembre, à la Commission qui fixe alors ce prix par ordonnance.

Versements
trimestriels

3. Chaque municipalité doit acquitter sa contribution financière au moyen de versements trimestriels dont le premier est payable le 15 janvier suivant la date de la réception de l'estimation de sa contribution. Tout versement porte intérêt à compter de sa date d'échéance au taux déterminé en vertu de l'article 50 de la Loi sur les dettes et emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q., chapitre D-7). Tout remboursement dû par le village à la suite d'une ordonnance de la Commission porte intérêt au même taux à compter de la date fixée dans cette ordonnance.

Entente

4. Le village et une municipalité visée au présent article peuvent conclure toute entente déterminant les conditions de la fourniture de l'eau ou du service d'égout à cette municipalité autres que le prix et notamment l'installation de compteurs pour mesurer la quantité d'eau fournie.

Protection
de réseaux
d'aqueduc et
d'égout

5. Le village peut soumettre à chacune de ces municipalités une liste des dispositions de ses règlements qu'il estime nécessaires pour la protection de ses réseaux d'aqueduc et d'égout et pour empêcher que l'eau ne soit dépensée inutilement ou salie. Cette municipalité doit alors adopter un règlement pour rendre ces dispositions applicables sur son territoire et en fournir la preuve au village.

Ordonnance

6. À défaut d'une entente en vertu des paragraphes 4 et 5, la Commission, après consultation avec le ministre de l'Environnement, peut rendre à l'égard d'une municipalité l'ordonnance qu'elle juge nécessaire.

Comptabilité
séparée

7. Le village doit tenir une comptabilité séparée pour chaque service visé au présent article qu'elle fournit à l'extérieur de son territoire. Tout surplus ou déficit d'un exercice financier afférent à un service doit être porté, pour la partie du budget concernant ce service, aux revenus ou aux dépenses de l'exercice financier suivant.

Règles de
partage des
coûts

8. La Commission, lorsqu'elle exerce un pouvoir conféré par le présent article, doit à défaut d'entente établir les règles de partage des coûts visées au paragraphe 5 de l'article 412*d* et aux articles 412*e* à 412*g* du Code municipal.

C. m., a.
410c, aj.
pour le
village

7. Le Code municipal est modifié pour le village par l'insertion, après l'article 410*b*, de l'article suivant:

«**410c.** La corporation peut faire des règlements pour régler ou prohiber le stationnement des véhicules sur tout terrain ou dans tout bâtiment destiné au stationnement, déterminés par règlement, après entente avec le propriétaire. ».

Effet
d'exception

8. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en
vigueur

9. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.